

I - TVA BRUTE

OPERATIONS NON IMPOSABLES			Base hors taxe	OPERATIONS NON IMPOSABLES			Base hors taxe
01	Achats en franchise	0037		4B	Ventes de biens ou prestations de services réalisées par un assujetti non établi en France (art. 283-1 du Code général des impôts)	0043	
02	Exportations hors CE	0032					
03	Autres opérations non imposables ..	0033					
04	Livraisons intracommunautaires ...	0034		4D	Livraisons de gaz naturel ou d'électricité non imposables en France	0029	
OPERATIONS IMPOSABLES				Base hors taxe		Taxe due	
- réalisées en France métropolitaine							
05	Taux normal 19,6 %	0206					
06	Taux réduit 5,5 %	0105					
6B							
- réalisées dans les DOM							
07	Taux normal 8,5 %	0201					
08	Taux réduit 2,1 %	0100					
8B							
- à un autre taux (France métropolitaine ou DOM)							
09	Opérations imposables à un taux particulier	0950					
10	Anciens taux	0900					
- autres opérations							
AA	Livraisons de gaz naturel ou d'électricité imposables en france	0030					
AB	Achats de biens ou de prestations de services réalisés auprès d'un assujetti non établi en France art. 283-1 du Code général des impôts)	0040					
11	Cessions d'immobilisations	0970					
12	Livraisons à soi-même	0980					
13	Autres opérations imposables	0981					
14	Acquisitions intracommunautaires	0031					
15	dont TVA sur immobilisations 0982						
16	TOTAL DE LA TAXE DUE (lignes 5 à 14)						

AUTRE TVA DUE

17	Remboursements provisionnels obtenus en cours d'année ou d'exercice	0983	
18	TVA antérieurement déduite à reverser	0600	
19	TOTAL DE LA TVA BRUTE DUE (lignes 16 + 17 + 18)		

II - TVA DÉDUCTIBLE

AUTRES BIENS ET SERVICES			Taxe déductible
20	Déductions sur factures (1)	0702	
21	Déductions forfaitaires (1)	0704	
22	TOTAL (lignes 20 + 21)		
IMMOBILISATIONS			
23	TVA déductible sur immobilisations (1)	0703	
AUTRE TVA A DEDUIRE			
24	Crédit antérieur non imputé et non remboursé	0058	
25	Omissions ou compléments de déductions	0059	
25A	(1) Compte tenu, le cas échéant, du coefficient de taxation forfaitaire		
26	TOTAL DE LA TVA DÉDUCTIBLE (lignes 22 + 23 + 24 + 25)		
27	Dont TVA non perçue récupérable par les assujettis disposant d'un établissement stable dans les DOM.	0709	

III - TVA NETTE

RÉSULTAT DE LA LIQUIDATION

28

TVA due : (Ligne 19 – ligne 26)
ou

29

CRÉDIT : (Ligne 26– ligne 19)

0705

IMPUTATIONS/REGULARISATIONS

Acompte 1

Acompte 2

Acompte 3

Acompte 4

Tot. 1

Col 1 : Montant
effectivement payé

.....

.....

.....

.....

.....

Col. 2 : Montant
restant à payer

.....

.....

.....

.....

Tot. 2

30

Acomptes payés et/ou restant dus
(Tot. 1 + Tot. 2)

0018

31

Sommes à imputer

9989

32

Sommes à ajouter

9999

RÉSULTAT NET

33

SOLDE À PAYER si (lignes 28 + 32) – (lignes 29 + 30 + 31) ≥ 0
ou

34

EXCÉDENT DE VERSEMENT si (lignes 30 + 31) – (lignes 28 + 32) ≥ 0

35

SOLDE EXCÉDENTAIRE (lignes 29 + 34) ou (lignes 29 + 30 + 31 – 32)

0020

IV - DÉCOMPTÉ DES TAXES ASSIMILÉES

Nature des taxes

.....

Taxe brute

.....

36

Taxe sur les retransmissions sportives (CGI, art 302 bis ZE)

4215

37

Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles (CGI, art 302 bis MB)

4220

38

Taxe d'abatage (CGI, art 1609 septvicies)

4216

39

Taxe sur l'édition des ouvrages de librairie (CGI, art 1609 undecies et suiv.)

3510

40

Taxe sur les appareils de reproduction ou d'impression (CGI, art 1609 undecies et suiv.)

3520

41

Taxe sur les huiles alimentaires FIPSA (CGI, art 1609 vicies)

3240

42

Taxe sur les ventes et les locations de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public (CGI, art 302 bis KE)

4202

43

Taxe sur les actes des huissiers de justice (CGI, art 302 bis Y)

4206

44

Taxe sur les embarquements ou débarquements de passagers en Corse (CGI, art 1599 vicies)

4204

45

Taxe pour le développement de la formation professionnelle dans les métiers de la réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle (CGI, art 1609 sexvicies)

4217

46

Taxe sur les boues d'épuration urbaines et industrielles (CGI, art 302 bis ZF)

4223

47

Contribution perçue au profit de l'INPES (CGI, art 1609 octovicies)

4222

4A

Redevance audiovisuelle (CGI, art 1605 et s.)

4219

4B

Redevance audiovisuelle due par les loueurs d'appareils (CGI, art 1605 et s.)

4221

4C

Taxe sur la publicité diffusée par voie de radiodiffusion sonore et de télévision (CGI, art 302 bis KD)

4214

4D

Taxe sur la publicité télévisée (CGI, art 302 bis KA)

4201

4E

.....

4F

.....

48

ACOMPTES TAXES ASSIMILÉES PAYÉS OU RESTANT DUS

0019

V - RÉCAPITULATION

CREDIT OU EXCEDENT

49

Solde excédentaire (report de la ligne 35) ..

50

Remboursement demandé au cadre VI, page 4 ..

51

Crédit à reporter (cette somme est à reporter ligne 24
de la prochaine déclaration CA 12/CA 12 E)

52

Crédit imputé sur le ou les prochains acomptes ..

53

Taxes assimilées [ligne 48 – (total I. 36 à 4F)] ...

8002

8003

8004

Acomptes (cochez les cases correspondant aux acomptes déduits I. 30). Précisez l'année.

58

☐ Avril

.....

☐ Octobre

.....

☐ Juillet

.....

☐ Décembre

.....

SOLDE A PAYER

54

TVA (report de la ligne 33)

55

Taxes assimilées
[(total lignes 36 à 4F) – ligne 48]

ATTENTION ! UNE SITUATION DE TVA CREDITRICE (LIGNE 49 SERVIE)
NE DISPENSE PAS DU PAIEMENT DES TAXES ASSIMILEES DECLAREES LIGNE 55

56

TOTAL À PAYER (lignes 54 + 55)

(N'oubliez pas de joindre le règlement correspondant)

BASE DE CALCUL DES ACOMPTES DUS AU TITRE DE L'EXERCICE SUIVANT

57

TVA [ligne 16 – (lignes 11 + 12 + 15 + 22)]

La partie demande de remboursement de crédit de TVA (page 4) peut être transmise par TélétVA.

Avec TélétVA (par transfert de fichier ou Internet), vous pouvez déclarer et payer votre TVA
sans aucune contrainte de réception d'imprimé, de délai d'acheminement, de date d'ordre de virement éventuel. La somme due sera prélevée
automatiquement au plus tôt à la date d'échéance. Contactez votre service ou votre correspondant « téléprocédures » (coordonnées sur www.impots.gouv.fr).

- 3 -

VI DEMANDE DE REMBOURSEMENT

Crédit remboursable dégagé à la clôture de l'année ou de l'exercice (<i>ligne 29</i>) si celui-ci est ≥ 150 €.....	<i>a</i>	
Excédent de versement dégagé (<i>ligne 34</i>)	<i>b</i>	
Maximum remboursable (<i>a + b</i>)	<i>c</i>	
Remboursement demandé	<i>d</i>	
Crédit reportable (<i>c - d</i>) ou (<i>c - d + ligne 29</i>) si le crédit dégagé ligne 29 est < 150 €	<i>e</i>	

LE SOUSSIGNÉ (NOM, PRÉNOM, QUALITÉ) :

DEMANDE LE REMBOURSEMENT DE LA SOMME DE (EN CHIFFRES)

- À CREDITER AU COMPTE DÉSIGNÉ

- À IMPUTER SUR UNE ÉCHÉANCE FUTURE (joindre l'imprimé n° 3516*)

☐

COCHER
SELON
LE CHOIX

☐

À, LE

SIGNATURE :

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

LE COMPTABLE DES IMPÔTS SOUSSIGNÉ CERTIFIE QUE L'ENTREPRISE DEMANDERESSE :

- NE FIGURE À AUCUN TITRE COMME RELIQUATAIRE DANS LES ÉCRITURES DU SERVICE DES IMPÔTS DES ENTREPRISES ;
- (1) - EST REDEVABLE DE LA SOMME DE
- AU TITRE DE

OBSERVATIONS (2) :

N° D'ENREGISTREMENT MEDOC

À, LE

- (1) Rayer la mention qui ne convient pas.
- (2) Indiquer, notamment, les raisons pour lesquelles il paraît opportun d'exiger une caution.

Préciser, le cas échéant, qu'un avis de compensation n° 3382 est établi.

SIGNATURE ET CACHET D'AUTHENTICITÉ :

L'INSPECTEUR (1) LE CONTRÔLEUR (1) DES IMPÔTS SOUSSIGNÉ ÉMET UN AVIS

FAVORABLE
DÉFAVORABLE

(1) AU REMBOURSEMENT DE LA SOMME

DE

OBSERVATIONS (2) :

CODE REJET / ADM. PARTIELLE

TYPE DE REJET

TYPE DE CONTRÔLE

N° ALPAGE

À, LE

SIGNATURE ET CACHET D'AUTHENTICITÉ :

- Nombre de documents présentés - sur demande de l'inspecteur - pour justifier :

- les affaires d'exportation

- les taxes déductibles

- Nombre de bulletins de recoupe- ment établis

(1) Rayer la mention qui ne convient pas.

- (2) Indiquer, notamment, les raisons pour lesquelles il paraît opportun d'exiger une caution.

Préciser, le cas échéant, les motifs de rejet total ou partiel du remboursement demandé.

LE DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX SOUSSIGNÉ AUTORISE LE REMBOURSEMENT

DE LA SOMME DE

AU PROFIT DE

LA PRÉSENTATION D'UNE CAUTION

A ÉTÉ EXIGÉE (1).

N'A PAS ÉTÉ EXIGÉE (1).

À, LE

(1) Rayer la mention qui ne convient pas.

SIGNATURE ET CACHET D'AUTHENTICITÉ :

Décisions prises par délégation

Nature op.	Numéro op.	Date	Nom - signature
------------	------------	------	-----------------

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.